



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.065/4
du 7 octobre 2024

advies 77.065/4
van 7 oktober 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant exécution de la loi SIS
et modifiant l'arrêté royal du
8 octobre 1981 sur l'accès au
territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers en
ce qui concerne l'exécution de
la loi SIS'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van de
SIS-wet en tot wijziging van
het koninklijk besluit van
8 oktober 1981 betreffende de
toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen, wat betreft de
uitvoering van de SIS-wet'

Le 12 septembre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de la loi SIS et modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne l'exécution de la loi SIS'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 7 octobre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur, et Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 octobre 2024.

*

Op 12 september 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de SIS-wet en tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de uitvoering van de SIS-wet'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 7 oktober 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 oktober 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le visa mentionnant l'article 108 de la Constitution sera placé à la suite des alinéas visant les règlements européens ¹.

2. Les actes de droit interne qui constituent le fondement juridique du projet seront visés dans l'ordre décroissant de leur rang dans la hiérarchie des normes et, à égalité de rang dans cette hiérarchie, dans l'ordre chronologique en commençant par le plus ancien ².

3. L'alinéa 5 sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 2 mars 2023 relative au fonctionnement et à l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, dans le domaine des vérifications aux frontières et aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, l'article 6, § 4 ; ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 19.

² *Ibidem*, recommandation n° 26.

4. De l'accord du délégué de la Secrétaire d'État, les articles 24/1 et 26/2 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' procurent un fondement juridique au projet. L'alinéa 6 sera par conséquent formulé comme suit :

« Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 24/1 et 26/2, insérés par la loi du 2 mars 2023 ; ».

5. Les articles 2 et 3 du projet visent à modifier l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'. Cet arrêté royal sera dès lors mentionné sous la forme d'un visa et non d'un considérant ³. L'alinéa 7 sera adapté sur ce point.

6. La loi 'relative à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.)' date du 29 mars 2024 et non du 22 mars 2024. L'alinéa 8 sera adapté sur ce point et sera placé à la suite de tous les visas, étant donné qu'il s'agit d'un considérant ⁴.

7. L'alinéa 9, relatif à l'avis de l'Inspecteur des Finances, sera complété par la date de l'avis, à savoir le 21 août 2024.

8. En ce qui concerne les arrêtés, l'analyse d'impact de la réglementation n'est rendue obligatoire, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative', que pour les projets d'arrêté délibérés en Conseil des ministres.

Le projet examiné n'entre pas dans cette catégorie. En conséquence et comme en a convenu le délégué de la Secrétaire d'État, l'alinéa 10 sera omis.

9. Le préambule sera complété par un visa mentionnant l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 10 septembre 2024.

³ *Ibidem*, recommandations n^{os} 29 et 30.

⁴ *Ibidem*, recommandation n^o 19.

DISPOSITIF

Article 2

1. La phrase liminaire sera reformulée comme suit :

« Dans le titre *Ibis* de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 octobre 2023, il est inséré un chapitre VI, comportant les articles 42/1 à 42/3, rédigé comme suit : »⁵.

2. Les règlements européens auxquels les articles 42/1 et 42/2 en projet renvoient seront mentionnés avec leur intitulé complet.

3. Interrogé sur le fait que, contrairement à l'article 42/1 en projet, l'article 42/2 en projet ne précise pas la personne ou l'autorité qui devrait introduire dans le SIS les ordres de quitter le territoire et les décisions de refoulement assortis d'un maintien en un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 de la loi, le délégué de la Secrétaire d'État a indiqué :

“De signaleringen van art. 42/2 vallen eveneens onder art. 42/1. De regels over wie bevoegd is de signalering in te voeren van 42/1 gelden dus eveneens voor de specifieke gevalle van 42/2. (Dit art. 42/2 regelt in welke mate de betrokken beslissing überhaupt in SIS moet komen.)”

Cette explication gagnerait à figurer dans le rapport au Roi.

ANNEXE 1

1. Le rapport au Roi indique à propos de l'article 1^{er} que la Police intégrée dispose d'un accès complet et général au SIS « sur la base de l'article 44, paragraphe 1, points a), b), c), e) et f) et de l'article 47 du règlement (UE) 2018/1862 [...] ». L'annexe 1 mentionne, elle, les articles 44, paragraphe 1, points a), b) et c), et 47 du même règlement. De l'accord du délégué de la Secrétaire d'État, la première ligne du tableau de l'annexe 1 mentionnera également les points e) et f) de l'article 44, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1862.

2. Interrogé quant aux raisons pour lesquelles, à la sixième ligne du tableau, il est fait mention du SPF Justice, alors que le commentaire de l'article 1^{er} qui figure dans le rapport au Roi mentionne « le ministère public et la magistrature », le délégué de la Secrétaire d'État a indiqué que la disposition devait être revue conformément à ce qu'indique le rapport au Roi. La disposition sera adaptée et précisée en conséquence.

⁵ *Ibidem*, formule F 4-2-11-2.

3. Interrogé sur la raison pour laquelle, aux neuvième et dixième lignes du tableau, la section OE de l'Unité nationale ETIAS visée à l'article 21 de la loi du 29 mars 2024 'relative à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.)' et les membres détachés de la section NCCN de l'Unité nationale ETIAS visés à l'article 6, 2°, a) et e), de la même loi ne sont pas compétents tant pour le traitement et les finalités visés à l'article 34, paragraphe 1, h), du règlement (UE) 2018/1861 que pour le traitement et les finalités visés à l'article 44, paragraphe 1, h), du règlement (UE) 2018/1862, le délégué de la Secrétaire d'État a répondu :

« Compte tenu des compétences de l'Unité nationale ETIAS, il n'y a en effet pas de raison de ne pas mentionner les deux bases légales mentionnées. L'Unité nationale ETIAS doit en effet évaluer les risques sécuritaires, migratoires et sanitaires que pourraient induire la présence de ressortissants de pays tiers, exemptés de visa, sur le territoire de l'UE et cela a un impact sur le contrôle des frontières qui est visé par le règlement 2018/1861. La nature des réponses positives à traiter par l'Unité nationale ETIAS, section NCCN ou section OE, n'est pas toujours de manière univoque relié à une finalité relevant de l'un ou l'autre règlement. Aussi, les détachés de la Police et les Douanes sont clairement compétents en matière du contrôle des frontières. Il y a donc lieu de modifier l'Annexe 1 en fusionnant la ligne relative à 'l'Unité nationale ETIAS visée à l'article 21' de la loi ETIAS – qui n'est pas correcte puisque l'article 21 en question concerne uniquement la section OE de l'Unité nationale ETIAS – et celle relative aux membres détachés de la Police et des Douanes en une seule ligne rédigée comme suit :

'L'Unité nationale ETIAS visée à l'article 4 de la loi du 29 mars 2024 relative à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.), pour le traitement et les finalités visés à l'article 34, paragraphe 1, point h), du règlement (UE) 2018/1861 et à l'article 44, paragraphe 1, h) du règlement 2018/1862' ».

L'annexe 1 sera revue en ce sens.

ANNEXE 2

1. L'annexe 63 en projet est relative aux décisions de non-admission et d'interdiction de séjour, assorties d'un signalement. L'intitulé de l'annexe 63 en projet sera revu de manière à rendre compte avec exactitude de cet objet.

2. Interrogé sur le fait que l'annexe 2 mentionne uniquement le pli recommandé à la poste pour l'introduction des recours et demandes auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers et pas le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 'portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire', le délégué de la Secrétaire d'État a proposé de remplacer le troisième alinéa sous le tiret « les possibilités de recours » de l'annexe comme suit :

« Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours et la demande visés ci-dessus sont formés par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et dans l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Étrangers (RP CCE). Ils sont introduits auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers par pli recommandé à la poste ou par le système informatique de la Justice (J-Box) tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, sous réserve des dérogations prévues à l'article 3, § 1^{er}, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Étrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles ».

L'annexe 2 sera revue en ce sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat nagegaan wordt of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid ingepast kan worden, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De aanhefverwijzing waarin melding gemaakt wordt van artikel 108 van de Grondwet moet geplaatst worden na de leden waarin verwezen wordt naar de Europese verordeningen.¹

2. Naar internrechtelijke regelingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen moet zodanig verwezen worden dat hogere regelingen voorafgaan aan lagere. Regelingen van dezelfde rangorde moeten chronologisch gerangschikt worden, te beginnen met de oudste.²

3. Het vijfde lid moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op de wet van 2 maart 2023 betreffende de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van politieke en justitiële samenwerking in strafzaken, op het gebied van grenscontroles en voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen, artikel 6, § 4;”.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 19.

² *Ibidem*, aanbeveling 26.

4. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat de artikelen 24/1 en 26/2 van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' een rechtsgrond verlenen aan het ontwerp. Het zesde lid moet bijgevolg als volgt gesteld worden:

“Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikelen 24/1 en 26/2, zoals ingevoegd bij de wet van 2 maart 2023;”.

5. De artikelen 2 en 3 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'. Dit koninklijk besluit moet dan ook als aanhefverwijzing en niet als overweging vermeld worden.³ Het zevende lid moet op dat punt aangepast worden.

6. De wet 'betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.)' dateert van 29 maart 2024 en niet van 22 maart 2024. Het achtste lid moet op dat punt aangepast worden en moet na alle aanhefverwijzingen geplaatst worden, aangezien het om een overweging gaat.⁴

7. Het negende lid betreffende het advies van de inspecteur van Financiën moet aangevuld worden met de datum van dat advies, namelijk 21 augustus 2024.

8. Wat de besluiten betreft, is de regelgevingsimpactanalyse krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging' alleen verplicht gemaakt voor de ontwerpbesluiten vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het voorliggende ontwerp behoort niet tot die categorie. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat het tiende lid bijgevolg weggelaten moet worden.

9. De aanhef moet aangevuld worden met een aanhefverwijzing waarin melding gemaakt wordt van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting d.d. 10 september 2024.

³ *Ibidem*, aanbevelingen 29 en 30.

⁴ *Ibidem*, aanbeveling 19.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De inleidende zin moet als volgt geherformuleerd worden:

“In titel Ibis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 2023, wordt een hoofdstuk VI ingevoegd dat de artikelen 42/1 tot 42/3 omvat, luidende:”.⁵

2. De Europese verordeningen waarnaar in de ontworpen artikelen 42/1 en 42/2 verwezen wordt, moeten met hun volledige opschrift vermeld worden.

3. Op een vraag over het feit dat, anders dan in het ontworpen artikel 42/1, in het ontworpen artikel 42/2 niet vermeld wordt door welke persoon of autoriteit de bevelen om het grondgebied te verlaten en de beslissingen tot terughrijving die gepaard gaan met een vasthouding in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 van de wet ingevoerd zouden moeten worden in het SIS, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“De signaleringen van art. 42/2 vallen eveneens onder art. 42/1. De regels over wie bevoegd is de signalering in te voeren van 42/1 gelden dus eveneens voor de specifieke gevallen van 42/2. (Dit art. 42/2 regelt in welke mate de betrokken beslissing überhaupt in SIS moet komen.)”

Het verdient aanbeveling om deze toelichting op te nemen in het verslag aan de Koning.

BIJLAGE 1

1. In het verslag aan de Koning staat in verband met artikel 1 te lezen dat de geïntegreerde politie een volledige en algemene toegang tot het SIS heeft “op basis van artikel 44, eerste lid (lees: lid 1), punten a), b), c), e) en f) en artikel 47 van Verordening (EU) 2018/1862 (...)”. In bijlage 1 wordt dan weer melding gemaakt van de artikelen 44, lid 1, punten a), b) en c), en 47 van dezelfde verordening. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat de eerste lijn van de tabel van bijlage 1 eveneens melding moet maken van de punten e) en f) van artikel 44, lid 1, van verordening (EU) 2018/1862.

⁵ *Ibidem*, formule F 4-2-11-2.

2. Naar aanleiding van de vraag waarom de zesde lijn van de tabel melding maakt van de FOD Justitie, terwijl in de in het verslag aan de Koning vervatte bespreking van artikel 1 melding gemaakt wordt van “het Openbaar Ministerie en de Magistratuur”, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat de bepaling herzien moest worden overeenkomstig wat in het verslag aan de Koning aangegeven wordt. De bepaling moet dienovereenkomstig aangepast en verduidelijkt worden.

3. Op de vraag waarom luidens de negende en de tiende lijn van de tabel de sectie DVZ van de ETIAS Nationale Eenheid, als bedoeld in artikel 21 van de wet van 29 maart 2024 ‘betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.)’, en de gedetacheerde leden van de sectie NCCN van de ETIAS Nationale Eenheid, als bedoeld in artikel 6, 2°, punten a) en e) van dezelfde wet, niet tegelijk bevoegd zijn zowel voor de verwerking en doeleinden bedoeld in artikel 34, lid 1, punt h), van verordening (EU) 2018/1861, als voor de verwerking en doeleinden bedoeld in artikel 44, lid 1, punt h), van verordening (EU) 2018/1862, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“Compte tenu des compétences de l’Unité nationale ETIAS, il n’y a en effet pas de raison de ne pas mentionner les deux bases légales mentionnées. L’Unité nationale ETIAS doit en effet évaluer les risques sécuritaires, migratoires et sanitaires que pourraient induire la présence de ressortissants de pays tiers, exemptés de visa, sur le territoire de l’UE et cela a un impact sur le contrôle des frontières qui est visé par le règlement 2018/1861. La nature des réponses positives à traiter par l’Unité nationale ETIAS, section NCCN ou section OE, n’est pas toujours de manière univoque relié à une finalité relevant de l’un ou l’autre règlement. Aussi, les détachés de la Police et les Douanes sont clairement compétents en matière du contrôle des frontières. Il y a donc lieu de modifier l’Annexe 1 en fusionnant la ligne relative à ‘l’Unité nationale ETIAS visée à l’article 21’ de la loi ETIAS – qui n’est pas correcte puisque l’article 21 en question concerne uniquement la section OE de l’Unité nationale ETIAS – et celle relative aux membres détachés de la Police et des Douanes en une seule ligne rédigée comme suit:

‘L’Unité nationale ETIAS visée à l’article 4 de la loi du 29 mars 2024 relative à la création et à l’organisation des missions de l’Unité nationale ETIAS (U.N.E.), pour le traitement et les finalités visés à l’article 34, paragraphe 1, point h), du règlement (UE) 2018/1861 et à l’article 44, paragraphe 1, h) du règlement 2018/1862.’”

Bijlage 1 moet in die zin herzien worden.

BIJLAGE 2

1. De ontworpen bijlage 63 heeft betrekking op de beslissingen tot weigering van toegang en verblijf die gepaard gaan met een signalering. Het opschrift van de ontworpen bijlage 63 moet aldus herzien worden dat nauwkeurig verwoord wordt wat het voorwerp is van die bijlage.

2. Naar aanleiding van een vraag over het feit dat in bijlage 2 enkel melding gemaakt wordt van het ter post aangetekend schrijven om beroepen en vorderingen in te dienen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en niet van het informaticasysteem van Justitie zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 ‘houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek’, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris voorgesteld om het derde lid onder het streepje “de beroepsmogelijkheden” als volgt te vervangen:

“Onverminderd andere wettelijke en reglementaire modaliteiten, worden het hierboven bedoelde beroep en de hierboven bedoelde vordering ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de vereisten vermeld in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980 en in artikel 32 van het Procedurereglement Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (PR RvV). Zij worden ingediend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij ter post aangetekend schrijven of via het informaticasysteem van justitie (J-Box) zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.”

Bijlage 2 moet in die zin herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO